

COUR D'APPEL DE
COMMERCE D'ABIDJAN

TRIBUNAL DE COMMERCE
D'ABIDJAN

RG N°816/2019

JUGEMENT DE DEFAUT DU
19/04/2019

La Banque internationale
pour le Commerce et
l'Industrie de la Côte d'Ivoire
(BICICI)

(Maître NANGO-KOUASSI
Marie Laure)

Contre

Monsieur SAHUE ABI
PIERRE

DECISION

DEFAUT

Reçoit la BANQUE
INTERNATIONALE POUR LE
COMMERCE ET L'INDUSTRIE DE
LA COTE D'IVOIRE dite BICICI SA
en son action ;

Avant dire droit
Invite la demanderesse à produire
au dossier le relevé du compte du
défendeur retraçant les différents
mouvements ainsi que le montant
de son solde débiteur ;

Renvoie la cause et les parties à
l'audience du 03 mai 2019 à cet
effet ;

Réserve les dépens de l'instance.

Le Tribunal de Commerce d'Abidjan, en son audience
publique ordinaire du vendredi 19 Avril deux mil dix-
neuf tenue au siège dudit Tribunal, à laquelle
siégeaient :

Madame N'DRI PAULINE, Président du Tribunal ;
Messieurs KOKOGNY SEKA VICTORIEN, SAKO
FODE KARAMOKO, FOLQUET ALAIN et BERET
DOSSA ADONIS, Assesseurs ;

Avec l'assistance de Maître BAH STEPHANIE,
Greffier ;

A rendu le jugement dont la teneur suit dans la cause
entre :

La Banque Internationale pour le Commerce et
l'Industrie de la Côte d'Ivoire (BICICI) ; Société
anonyme au capital de 16.666.670.000 FCFA,
immatriculée au registre du commerce et du crédit
mobilier d'Abidjan sous le numéro CI-ABJ-1962-B-547,
dont le siège social est sis à Abidjan-Plateau, avenue
Franchet d'Espérey, 01 BP 1298 Abidjan 01, Tél : 20 20
16 00/ Télécopie : 20 20 17 00, représentée par son
Directeur Général Monsieur Jean Louis MENANN
KOUAME, de nationalité Ivoirienne;

Laquelle a élu domicile à l'Etude de Maître NANGO-
KOUASSI Marie Laure, Avocat à la Cour d'Appel
d'Abidjan, demeurant à Cocody II Plateaux, quartier
SICOGI Las Palmas, 06 BP 1540 Abidjan 06, Tél : 22
42 76 16 ; 07 67 69 20 ; Email :
cabinetnangokouassi@gmail.com;

Demanderesse;

D'une part ;

Monsieur SAHUE ABI PIERRE, né le 02/01/1954 à
LOKOHIO/OURAGAHIO, de nationalité Ivoirienne,
Cadre Maritime à SUPERMARTIME, domicilié à Riviera

Défendeur;

D'autre part ;

Enrôlée le 05/03/2019 pour l'audience du 08/03/2019, L'affaire a été appelée et le Tribunal a ordonné une instruction confiée au Juge KOKOGNY Séka Victorien. La mise en état a fait l'objet d'une ordonnance de clôture N° 501/2019. Après l'instruction, la cause et les parties ont été renvoyées à l'audience publique du 12/04/2019. A cette évocation la cause a été mise en délibérée au 19/04/2019;

Advenue cette date, le tribunal a vidé son délibéré ainsi qu'il suit;

LE TRIBUNAL

Vu les pièces du dossier ;

Ouï les parties en leurs fins, demandes et conclusions ;

Et après en avoir délibéré conformément à la loi ;

FAITS, PROCEDURE, PRETENTIONS ET MOYENS DES PARTIES

Par exploit d'huissier en date du 27 février 2019, la BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DE LA COTE D'IVOIRE dite BICICI SA, a fait servir assignation à Monsieur SAHUE ABI PIERRE, d'avoir à comparaître le 08 mars 2019 devant le Tribunal de Commerce d'Abidjan pour s'entendre :

- Condamner à lui payer la somme de 4.977.422 FCFA au titre du solde débiteur de son compte;
- Condamner aux entiers dépens de l'instance;

Au soutien de son action, la BICICI expose qu'elle a accordé le 14 août 2011, un prêt bancaire à son client, Monsieur SAHUE ABI PIERRE d'un montant de 5.000.000 FCFA ;

Elle ajoute qu'aux échéances convenues, le défendeur n'a pu rembourser les sommes empruntées ;

Elle relève que toutes les réclamations amiables par elle initiées pour obtenir le remboursement de sa créance se sont révélées infructueuses ;

Elle indique qu'étant dans l'impossibilité de le localiser et de rentrer en contact avec lui, elle lui a adressé à mairie, le 16 janvier 2017, des exploits de notification de lettre de clôture juridique de compte, de mise en demeure et de tentative de règlement amiable mais ces différents courriers sont restés sans suite ;

Elle mentionne qu'à ce jour sa créance à l'égard du défendeur s'élève à la somme de 4.977.422 FCFA ;

Elle sollicite sa condamnation à lui payer ledit montant;

Le défendeur n'a ni comparu ni conclu ;

DES MOTIFS

EN LA FORME

Sur le caractère de la décision

Le défendeur n'a pas été assigné à personne et la preuve de sa connaissance de la présente procédure n'est pas rapportée au dossier ;
Il y a lieu de statuer par décision de défaut ;

Sur le taux du ressort

Aux termes de l'article 10 de la loi organique N° 2016-1110 du 8 décembre 2016 portant création,

organisation et fonctionnement des juridictions de commerce, « *les tribunaux de commerce statuent :*

- *En premier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige est supérieur à vingt-cinq millions de francs CFA ou est indéterminé ;*
- *En premier et dernier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige n'excède pas vingt-cinq millions de francs CFA » ;*

En l'espèce, l'intérêt du litige n'excède pas vingt-cinq millions (25.000.000) de francs CFA ;

Il sied de statuer en premier et dernier ressort ;

Sur la recevabilité de l'action

L'action ayant été initiée dans le respect des prescriptions légales de forme et de délai, il y a lieu de la recevoir ;

AU FOND

Sur la demande en paiement

La BICICI sollicite la condamnation de Monsieur SAHUE ABI PIERRE au paiement de la somme de 4.977.422 FCFA au titre du solde débiteur de son compte;

La créance dont le recouvrement est sollicité résulte d'un prêt consenti par la banque à son client et resté impayé ;

Le tribunal constate que le relevé de compte mentionnant les différents mouvements du compte du défendeur ainsi que son solde débiteur n'a pas été produit ;

Dans le souci d'une appréciation utile des prétentions de la demanderesse, il sied de l'inviter à produire ladite pièce au dossier ;

Sur les dépens

L'instance n'étant pas achevée ;
Il y a lieu de réserver les dépens ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, par défaut, en premier et dernier ressort ;

Reçoit la BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DE LA COTE D'IVOIRE dite BICICI SA en son action ;

Avant dire droit

Invite la demanderesse à produire au dossier le relevé du compte du défendeur retraçant les différents mouvements ainsi que le montant de son solde débiteur ;

Renvoie la cause et les parties à l'audience du 03 mai 2019 à cet effet ;

Réserve les dépens de l'instance.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement les jours, mois et an que dessus.

ET ONT SIGNE LE PRESIDENT ET LE GREFFIER.



GRATIS

CPFH Plateau
Poste Comptable 8003



Quittance n°.....
Enregistré le..... **28 JAN 2020**
Registre Vol..... **45** Folio..... **02** Bord..... **59** **159/08**

Le Receveur

Le Chef de Bureau du Domaine,
de l'Enregistrement et du Timbre

Le Conservateur

